Politiques pour les femmes
Espace public, engagement public

NOTE D'INFORMATION

FEMMES (IM)MIGRANTES AU CANADA

Défis et changements

Tous les Canadiens non Autochtones sont des immigrants ou des descendants d'immigrants. Pourtant, les termes «migrant» et «immigrant» sont souvent assimilés à des minorités racisées et ont pour effet d'attiser la peur et la méfiance envers les «autres», perçus comme différents.

La politique d'immigration définit les immigrants «souhaitables» par opposition aux «indésirables». Historiquement, l'État a préféré les candidatures de personnes blanches, protestantes et britanniques. Mais ces politiques manifestement discriminatoires ont été abandonnées lorsque le Canada a adopté un système fondé sur des points à la fin des années 1960. Malheureusement, on voit subsister des préjugés moins évidents, qui affectent surtout les femmes et les filles.

Pourquoi la politique d'immigration est-elle importante pour les femmes ?

Bon nombre des (im)migrants sont des femmes. Il y a cent ans, 38,7% des personnes immigrantes étaient des femmes et des filles, une proportion qui a atteint 52,3% en 2011. Le nombre de femmes et de filles migrant des pays européens a diminué au cours des dernières décennies, tandis qu'il a augmenté en provenance de l'Asie, du Moyen-Orient et de l'Afrique.

Les femmes immigrantes sont diverses et viennent au Canada pour de nombreuses raisons. On remarque des facteurs de «poussée», tels les situations dangereuses comme la guerre et la famine, et des facteurs d'«attraction», comme les possibilités d'emploi et d'éducation. Certaines immigrantes ont de la famille au Canada qui peut les parrainer. D'autres n'ont pas de tels liens, mais souhaitent se doter d'une nouvelle vie, de nouveaux réseaux et entreprises. Malgré ces différences, elles partagent de nombreux défis et le désir d'améliorer leurs conditions de vie.

Les femmes (im)migrantes rehaussent le Canada aux plans social, politique et économique. Cependant, elles font face à beaucoup de discrimination systémique. Parce qu'elles immigrent souvent en tant que personnes à charge d'hommes ou en tant que membres de la famille qu'elles accompagnent, les préjugés abondent voulant que les immigrantes «suivent» leur conjoint, aient peu de qualifications, ne s'engagent pas dans un travail rémunéré ou soient une «charge» pour le système. Leur travail non rémunéré n'est toujours pas reconnu et, lorsqu'elles sont salariées, on tient pour acquis qu'elles ne peuvent occuper que des emplois «peu qualifiés». Il est important de contrer ces préjugés à la lumière de la réalité.

Les femmes migrantes au Canada travaillent dans des emplois agricoles temporaires ou saisonniers, ainsi que dans des programmes de soins conçus pour combler des pénuries de main-d'œuvre. En 2013, les femmes représentaient 40 % des demandeurs d'immigration qualifiés, entrepreneurs, investisseurs et employés à leur propre compte. Les femmes immigrées contribuent également à l'économie et à la société par un travail non rémunéré, tel que l'éducation des familles et le bénévolat dans les services communautaires. En réponse aux injustices,

Migrants ou Immigrants

Les migrants se déplacent en travers de frontières ou d'une région à l'autre d'un pays, alors que les immigrants sont des migrants qui aménagent dans un nouveau pays avec un statut plus sûr. Au Canada, le terme «migrant» est souvent appliqué de manière restrictive aux travailleuses et travailleurs étrangers qui n'ont pas le statut de résident permanent.

Policy4Women.com

Rédigé par Alexandra Dobrowolsky, Sedef Arat-Koç et Christina Gabriel
Éditrice/Liaison : Jane Stinson
Éditrice/Conception : Jessica McCuaig
Coordinatrice : Jacqueline Neapole
Traduction : Michele Briand

Les points de vue exprimés dans cette note d'information sont ceux de l'auteure.

plusieurs d'entre elles travaillent à la défense des droits de la personne et pour des changements sociétaux. Elles créent de nouvelles ressources pour leurs communautés et jouent des rôles clés dans la politique formelle et informelle.

Les femmes (im)migrantes sont confrontées à de nombreux défis. Les politiques d'immigration modernes favorisent les personnes qui ont de l'argent, des compétences élevées, des capacités au plan des langues officielles et une éducation supérieure. En raison des inégalités de genre dans le monde entier, les femmes encourent de nombreux défis pour satisfaire à ces critères. Les disparités de revenus signifient que les femmes tendent à avoir moins d'argent que les hommes. Les compétences valorisées sont hautement genrées et racisées, et le travail des femmes est rarement considéré comme «hautement qualifié». Les occasions d'instruction ne sont pas également réparties, et les filles et les femmes se heurtent à d'énormes obstacles, en particulier aux niveaux supérieurs. De plus, les femmes sont souvent responsables de personnes à charge, ce qui rend très difficile l'acquisition d'une éducation supérieure, de compétences commercialisables et d'une expérience de travail.

Les femmes qui entrent au Canada dans la catégorie «regroupement familial» dépendent de leur conjoint pour maintenir leur statut d'immigration. Si elles sont violentées au plan physique ou psychologique, elles peuvent hésiter à quitter le ménage, à demander de l'aide, ou à signaler le problème aux autorités, de peur de compromettre leur statut. Les femmes parrainées par des membres de leur famille peuvent aussi souffrir d'un accès restreint aux programmes sociaux, y compris l'aide sociale et le logement. Elles ont peu de soutien familial au Canada, car il est difficile de parrainer des membres de la famille élargie, et il arrive souvent qu'elles soutiennent encore des membres de leur famille dans leur pays d'origine, tant aux plans financier qu'émotionnel. Celles qui travaillent comme nounous doivent laisser leurs enfants à la garde d'autres personnes dans leur pays d'origine.

Des travailleuses migrantes traitent des poivrons verts dans une ferme industrielle. (USDA, 2018, CC BY 2.0)

Les femmes (im)migrantes subissent fréquemment des injustices sur leur lieu de travail. Le sexisme et le racisme peuvent forcer les personnes possédant des qualifications professionnelles à mettre celles-ci en veilleuse pour accepter n'importe quel emploi. Les femmes embauchées dans les programmes de travail temporaire sont souvent à la merci de bas salaires, de mauvaises conditions et de harcèlement sexuel et racial. Beaucoup travaillent de longues heures sans rémunération pour leur temps supplémentaire, manquent d'accès à des soins de santé et éprouvent des difficultés d'accès aux services d'établissement ou n'y sont pas admissibles.

Que peuvent faire les gouvernements ?

Qui sont les responsables ?

L'immigration est une responsabilité conjointe des gouvernements fédéral et provinciaux. Le gouvernement fédéral était autrefois le principal responsable, mais cela a changé depuis quelques décennies, les provinces jouant un rôle plus actif dans le recrutement, la sélection et l'établissement des immigrants. Les municipalités sont également de plus en plus impliquées dans des tâches qui leurs sont transférées à partir d'échelons supérieurs du

gouvernement.

Qu'est-ce qui a été fait ?

Au cours des dernières décennies, les voies d'immigration économique ont été élargies, tandis que les voies d'accès pour les membres des familles et les personnes réfugiées ont été réduites. Malgré des efforts pour équilibrer les priorités économiques avec celles d'ordre familial et humanitaire, l'accent reste mis sur l'attraction des immigrants «les meilleurs et les plus brillants».

Il s'est produit une augmentation massive du nombre de travailleurs étrangers temporaires. On note également de plus en plus de préoccupations quant à la nature et aux effets du Programme des travailleurs étrangers temporaires. On a également critiqué la façon dont le Canada traite ses soignantes migrantes. Cela a récemment conduit à des efforts de réforme, qui ont malheureusement tendance à s'avérer trop peu ou trop tard.

Que peut-on faire ?

Les gouvernements doivent :

- Équilibrer les flux d'immigration familiale/humanitaire avec les flux économiques.
- Effectuer régulièrement et systématiquement des analyses comparatives entre les sexes des politiques et programmes de migration et d'immigration (y compris des ACS Plus pour tenir compte des formes intersectionnelles de discrimination), et réévaluer les critères d'admissibilité (im)migratoire pour les femmes et les hommes.
- Concevoir des mécanismes d'engagement du public plus nombreux et de meilleure qualité qui garantissent que l'on puisse entendre les voix des femmes (im)migrantes et en tenir compte.
- Veiller à ce que les femmes (im)migrantes aient accès aux ressources communautaires en offrant plus de soutien (conforme à leurs préoccupations spécifiques et besoins de ressources) aux prestataires de services et aux groupes de plaidoyer qui travaillent auprès d'elles.
- Offrir aux femmes (im)migrantes des mesures de soutien pratiques, comme des logements sûrs et abordables, des cours de langue et des services de garde accessibles et abordables.
- Combattre la discrimination contre les personnes (im)migrantes et promouvoir la diversité, l'équité et l'inclusion.

Les conventions internationales et les droits de la personne

Le Canada doit également signer, ratifier et respecter la *Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille*. Les programmes de travailleurs étrangers temporaires devraient être réduits, en mettant davantage l'accent sur des voies d'immigration permanentes qui protégeront les personnes (im)migrantes contre les conditions de travail et de vie précaires, l'exploitation et la violence.

Boucher, A. (2016). Gender, migration and the global race for talent. Manchester: Manchester University Press.

Pratt, G. (2012). Families Apart: Migrant Mothers and the conflicts of labour and love. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Agnew, V. (Ed.) (2009). Racialized migrant women in Canada: Essays on health, violence and equity. Toronto: University of Toronto Press.

Hudon, T. (2015). Les femmes immigrantes. Statistique Canada : Ottawa, ON. Disponible au https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-503-x/2015001/article/14217-fra.htm

Policy4Women.com
CRIAW ICREF
Centre for Feminist Research at York University
FAFIA-AFAI
Social Sciences and Humanities Research Council of Canada
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
Canada